

Bourse Nuffield 2009

Rapport

APPROCHE COMPARATIVE DE DIFFERENTS SYSTEMES LAITIERS

Nouvelle-Zélande

Danemark

Irlande

France

Carine Chassé
Agricultrice
Déc 2010

« Chacun a besoin, pour savoir ce qu'il est en tant qu'être humain, de se référer à sa situation dans le monde »

Edgar Morin



En route pour ma découverte du monde ...
dans le cadre de la bourse « Nuffield »

Résumé	p.5
Introduction	p.7
1. Situation de la production laitière dans le monde	
1.1 Une demande mondiale croissante en denrée alimentaire	p.11
1.2 Volumes et marchés laitiers	p.13
2. Différents systèmes de production	
2.1 Modèle néo-zélandais	p.15
2.2 Modèle danois	p.21
2.3 Modèle irlandais	p.26
2.4 Modèle français	p.29
2.5 La divergence des modèles	p.30
3. Repères socio-professionnels du métier d'éleveur laitier	
3.1 Les valeurs morales	p.32
3.2 La recherche d'excellence	p.32
3.3 Les normes environnementales	p.34
3.4 « bussness is bussness »	p.34
3.5 Le statut social	p.35
4. Indicateurs stratégiques de la production laitière	
4.1 Le prix des matières premières	p.42
4.2 Le prix du pétrole	p.42
4.3 Le prix de la terre	p.43
4.4 La productivité verte	p.30
4.5 Le cout de production	p.44
4.6 Le travail	p.45
4.7 L'évolution du climat	p.45
Conclusion	p.47

Résumé

La demande mondiale en denrée alimentaire est croissante. L'augmentation du niveau de vie des populations accélère les consommations d'aliments issus d'animaux, signe de progrès social.

En ce qui concerne la production laitière, trois grands bassins se partagent le marché mondial: l'Océanie, les USA et l'Europe.

Différentes voies de production sont mises en œuvre afin d'abonder ce marché. La Nouvelle-Zélande, qui de par son emplacement géographique doit exporter de la poudre de lait, mise sur sa compétitivité des coûts de production.

Le système d'élevage repose sur le maximum de pâturage. Les animaux sont ainsi sélectionnés sur leur rusticité et aptitude à produire de la matière utile laitière.

Ces dernières années, la flambée des prix du lait a entraîné un engouement pour la production de lait. Cela s'est traduit dans l'île du sud par la conversion de ferme traditionnellement dédiées à la production ovine vers la production de lait de vache. Les conditions pédo-climatique, moins favorables que celles du Nord de la Nouvelle-Zélande entraînent des investissements importants. La concentration de grand troupeaux, qui parfois peuvent atteindre 1000 vaches, ne sont pas sans inquiéter les citoyens sur la qualité de l'eau au pays du « Green and clean ».

Cependant, la perspective de nouveaux marchés motive les agri-entrepreneurs néo-zélandais à investir dans la production laitière sur son territoire mais aussi à l'étranger.

La dynamique européenne est davantage freinée par la crise économique. Le modèle danois qui base la production de lait sur l'animal pâtit des coûts élevés des infrastructures. Les éleveurs ont massivement investi dans l'achat de quotas. C'est au Danemark que la production de lait est la plus élevée par UTH. Ceci implique une automatisation à outrance.

Ces deux modes d'intensification, soit sur la surface, soit sur l'animal pose la question du travail. Afin de pallier à ce problème, certains Néo-zélandais font appel à de la main d'œuvre peu qualifiée alors que les éleveurs danois automatisent les tâches répétitives et même robotisent la traite.

En Irlande, le mode de production se rapproche des techniques de Nouvelles-Zélande. Cependant, les exploitations restent de taille familiale et la pression foncière y est très forte.

En France, les éleveurs ont perdu l'esprit d'entreprendre en production laitière. Depuis l'arrivée des quotas en 1984 les volumes sont figés. Afin de dégager un revenu, les éleveurs ont fortement travaillé sur la maîtrise des charges et/ou se sont diversifiés. L'efficacité de la main d'œuvre s'en trouve bien souvent altérée.

Suite aux atouts et contraintes de chaque situation étudiée, quelques indicateurs stratégiques semblent communs à tous les systèmes.

En voici quelques exemples: le prix des matières premières, le prix du pétrole, le prix de la terre, le cout de production, l'autonomie fourragère, l'évolution du climat...

Ne faut-il pas recentrer l'homme au cœur du métier dans son environnement économique, écologique et social dans un désordre mondial?

Introduction

S'intéresser à l'agriculture et plus particulièrement à la production laitière pourrait sembler manquer d'ouverture d'esprit pour comprendre l'évolution du monde et de ses concitoyens.

Pourtant « manger » est un acte quotidien auquel, dans nos civilisations occidentales, les consommateurs ne prêtent plus trop attention du fait de l'abondance des matières premières. En revanche, porter ses préférences sur tel ou tel gage de qualité brouille les pistes de l'acte d'achat. Le consommateur ne sait plus s'il doit manger équilibré, bio, light, du terroir, pas cher, pas trop sucré, pas trop salé ou bon tout simplement... sans parler de l'empreinte carbone.

Ce besoin vital de se nourrir n'a pas la même signification que l'on se trouve au fin fond du Sahel, aux États Unis ou en Bretagne. Le régime moyen d'un Américain s'élève à plus de 3300K calories par jour, tandis que celui d'un Africain est de l'ordre de 2000K calories.

Cependant la source principale de la nourriture humaine est basée sur les céréales. Partout à travers le monde on les retrouve dans les régimes alimentaires sous forme de pain, galettes, bouillies etc..

Il n'y a pas que les humains qui en consomment puisque près de 44% sont utilisés pour l'alimentation animale. Une part non négligeable est aussi perdue faute de stockage adéquate.

Nonobstant, les progrès de la science et de l'agriculture ont doublé les rendements en l'espace de 40 ans. Pour les prochaines 50 années à venir l'objectif est identique à celui réalisé pour nourrir 3 milliards d'habitants supplémentaires.

En effet la population actuelle estimée à 7 milliards sur la planète devrait augmenter et atteindre en 2050, environ 9 milliards d'habitants.

Pour un bon nombre d'habitants la diversification alimentaire se résume aux céréales équilibrées par différentes protéines végétales selon les climats. Elle peut être complétée d'épice ou de fruit de saison.

Quand le niveau de vie des populations augmente, l'alimentation s'agrément de lipides, puis pour les peuples plus riches, s'enrichit de protéines animales (viandes, lait, œufs).

Mais à ce rythme il y aura -t-il assez de terre pour nourrir la planète?

L'ensemble des terres agricoles a été exploité sur la planète. La surface agricole a augmenté de 9% en 40 ans alors que la population a été multipliée par deux. Même s'il reste encore des surfaces fertiles faut-il les défricher au prix de la diversité biologique?

Le Brésil est aujourd'hui très convoité pour sa grande forêt amazonienne. Le réchauffement climatique pourrait lui aussi permettre l'exploitation, au Canada ou en Russie, de terre aujourd'hui trop froide.

L'avenir ne passe pas uniquement par la conquête de nouveaux territoires mais d'abord par une meilleure gestion de l'espace, la limitation de l'érosion et l'urbanisation. En France c'est l'équivalent d'un département en 10 ans qui va à l'urbanisation.

Au delà d'empêcher la disparition des sols, il faut aussi veiller à conserver leur fertilité. Des techniques culturales basées sur la monoculture ou la charrue appauvrissent la vie du sol. Les vers de terre détiennent un rôle primordial dans les échanges minéraux et hydrauliques du sol vers la plante ainsi que sur la structure du sol. L'utilisation d'engins de plus en plus lourd accentue le compactage des sols alors que la prairie est un bon régénérateur de vie du sol.

Le second élément nécessaire à la croissance des plantes sera-t-il suffisant?

Source de conflit depuis des millénaires, l'eau est source de vie!

L'eau est utilisée à 70% par l'agriculture, 20% par l'industrie et seulement 10% pour les usages domestiques.

D'après les climatologues, il n'y aura pas moins d'eau mais elle sera moins bien répartie. Les pluies seront plus fortes et donc moins bien absorbées par le sol suivi de périodes de sécheresses plus longues. Le réchauffement climatique laisse prévoir que la fonte des glaciers tarisse à terme les cours d'eau servant à l'irrigation.

L'exploitation des nappes phréatiques par l'agriculture conduira à l'épuisement de certaines d'entre elles. De même, l'activité industrielle, agricole et domestique contamine l'eau. Un grand nombre de fleuves sont pollués.

Le véritable challenge de demain sera de créer suffisamment de réservoir pour stocker l'eau et permettre d'irriguer les deux tiers des terres potentiellement irrigables (400 millions). L'activité agricole devra rendre des comptes sur la qualité de l'eau qu'elle restitue pour justifier de son utilisation.

2010 année de la biodiversité...

La biodiversité ne se résume pas à la flore et la faune que l'on connaît (seulement 10% des espèces seraient décrites). Il existe une multitude d'espèces d'acariens, de bactéries encore à découvrir. La vie sur la planète est menacée de disparaître, accélérée par l'activité humaine. Pourtant grand nombre de découvertes sont issues

d'observation ou de réaction de ces espèces. Les nouveaux modèles agricoles ont certainement beaucoup à gagner en s'inspirant d'avantage des équilibres de la nature. Le vivant est à considérer de façon éthique et non commercial.

Le problème énergétique

L'agriculture est très dépendante de l'énergie, à la fois par l'utilisation d'outils mécaniques mais aussi par les engrais azotés pour accroître le rendement de ses cultures. Certes le développement des bioénergies contribue à répondre à la crise énergétique mais ne vient-il pas perturber la production de denrées alimentaires? L'association de plantes fixatrices d'azote à d'autres plantes consommatrices est une piste de travail à poursuivre ainsi que le retour à des techniques de non labour qui respectent la vie du sol

Considérant l'ensemble des problématiques de ce nouveau millénaire, l'agriculture se doit d'évoluer favorablement. Elle a le défi de nourrir l'humanité tout en respectant l'environnement et les hommes qui la façonnent.

Riche de ces enseignements je me suis posée individuellement la question :
Et moi dans tout cela, comment agir?

En postulant à la bourse offerte par la fondation « Nuffield », je me suis lancée le défi d'observer comment d'autres agriculteurs, producteur de lait, évoluaient dans ce contexte, quelles valeurs étaient importantes pour eux et ainsi essayer d'en dégager des indicateurs stratégiques à la prise de décision en production laitière.

Mes différents voyages m'ont mené tout d'abord en Angleterre où s'est tenue la conférence annuelle des nouveaux boursiers 2009.

Ce fût l'occasion bien sûr de prendre contact avec mes collègues anglais, australiens, néo-zélandais, sud-africain et du Zimbabwe, mais aussi d'avoir une approche anglo-saxonne des grands défis pour la planète de demain.

Les thèmes tels que les OGM, l'eau, la séquestration du carbone, la stratégie d'entreprise, mais aussi les échanges internationaux de matières premières ou bien le commerce de proximité, sans oublier l'Europe, son fonctionnement et ses perspectives, ont été le centre d'échanges intenses et passionnants.

Ce fut pour moi l'occasion de mesurer l'écart de point de vue entre les pensées libérales et ce que je pouvais entendre et analyser en France.

En suite, je me suis concentrée sur les différents modes de production de lait et pris la direction du Danemark, de la Nouvelle-Zélande, de l'Irlande. J'ai essayé à chaque fois de comprendre la motivation des éleveurs à produire du lait, pour quels marchés et avec quel regard vers l'avenir.

J'ai également souhaité mesurer l'importance de l'emprise des pays émergents comme la Chine sur les besoins alimentaires. Mon arrivée sur le continent du soleil levant à Hongkong fut étourdissante parmi les grattes-ciels construits sur la mer. Puis je fus

surprise de constater le décalage au fin fond de la Chine populaire entre la simplicité des gens et l'avancée fulgurante des dernières technologies en terme d'agriculture! A travers ce rapport je m'efforce de retranscrire ces différentes expériences personnelles , mais je crois que rien de cela n'aurait été possible sans que le jury de « Nuffield France » ainsi que John Stone me fasse confiance et m'honore d'être la lauréate 2009 de cette bourse.

A tous les membres du jury et aux sponsors, je réitère mes sincères remerciements. Bien sûr, je n'oublie pas mes proches et tout particulièrement mes trois enfants, qui, à leur façon ont pu parcourir un tour du monde par procuration.

Je tiens à remercier Alain pour ses encouragements et sa disponibilité dans l'organisation familiale ainsi que sur la gestion de l'exploitation.

Enfin, que toutes les personnes qui, par leurs attentions, conseils et soutiens se trouvent remerciées chaleureusement.

Encore merci!

1. Situation de la production laitière dans le monde

1.1 Une demande mondiale croissante en denrée alimentaire

Selon une étude en date de Septembre 2010 de la FAO « la demande de lait mondiale croît de 15 millions de tonnes par an, pour l'essentiel dans les pays en développement ».

"Cela représente une occasion unique de créer des filières laitières durables en mesure de répondre aux demandes des consommateurs locaux et du marché mondial. Le développement judicieux du secteur laitier pourrait ainsi constituer une contribution importante à la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement consistant à éradiquer la faim et la pauvreté", ajoute M. Jutzi.

The Status and Prospects for Smallholder Milk Production - A global Perspective publiée conjointement avec l'International Farm Comparison Network (IFCN).

Lors de mon déplacement en Chine j'ai pu me rendre à l'évidence de l'augmentation du niveau de vie de la population chinoise. Pékin entouré de sept périphériques est la démonstration de cette évolution. Les quartiers hutongs disparaissent sous terre pour laisser place à d'immenses buildings. Les avenues du centre ville se parent de vitrines plus luxueuses les unes que les autres et d'hôtels particuliers où les « fortunes » chinoises résident.

On assiste à une terrible occidentalisation de l'Orient. Pékin, Hongkong et Shanghai remplaceront les meilleures avenues au Monopoly!

Pourtant l'écart entre les riches et les pauvres est saisissant. Aux périphéries des villes, les immeubles se succèdent tels des blocs de béton sans aucune recherche d'architecture particulière.

Le revenu moyen par personne s'élève à 1578 RMB/ mois soit un peu plus de 150€/mois par mois pour un habitant des villes contre 476 RMB/ mois soit moins de 50€/ mois pour un paysan.

Les modes de consommation alimentaires évoluent de la même façon.

L'augmentation du pouvoir d'achat des classes supérieures tire la consommation de viande à la hausse.

Le modèle occidental apparaît comme un signe de progrès, un modèle...

Jusqu'à présent la culture culinaire, basée essentiellement sur une cuisson bouillie, permettait de valoriser les animaux âgés.

Aujourd'hui les goûts se portent d'avantage vers une viande rouge marbrée à l'image de la pièce de bœuf américaine passé sur le barbecue. Seulement la production nationale ne suit pas la demande.

Le retour sur investissement est plus rapide pour un producteur de porc ou de volaille car le temps d'élevage est moins long.

Cependant les protéines animales viennent en concurrence directe avec les céréales qui peuvent être valorisées directement par les populations.

En ce qui concerne la production laitière chinoise, je n'ai pas réussi à obtenir de données précises sur les volumes produits. La production semble provenir de fermes de toute petite taille dans le sud de la Chine alors que de grosses unités de production industrielle se concentreraient dans le Nord Est . Il y aurait autant de vaches en Chine qu'en France !

La crise de la mélanine dans le lait est un exemple du manque de matières premières. Les transformateurs, peu soucieux des normes de qualité alimentaires ont ajouté des substituts dans le lait entraînant la mort d'enfant et nombreuses intoxications.

La demande alimentaire est telle que l'augmentation des productions locales ne suffisent pas. Une véritable politique de développement agricole est en cours en Chine mais aussi à l'étranger.

La taille moyenne d'une ferme laitière au niveau mondial est de deux vaches et l'essentiel de la demande provient des pays en développement.

La compétitivité des petites exploitations n'a pas à rougir devant les modèles de production de gros volume. Elles fonctionnent bien souvent en autonomie et sont beaucoup moins vulnérables des fluctuations de prix des intrants.

Malgré tout, les petits exploitants subissent les effets de la libéralisation du commerce qui les expose de plus en plus à la compétition des grands groupes laitiers capables de réagir plus rapidement à l'évolution du marché.

1.2 Volumes et marchés

En 2008 la production laitière mondiale atteint 684 millions de tonnes de lait dont 150 millions de tonne produites en Europe. En 2009 elle progresse pour atteindre 695 millions de tonne mais de façon plus lente que les années précédentes.

L' Europe reste en tête devant l'Océanie et les USA. Seulement 7 % du lait européen est concerné par le marché mondial alors que la Nouvelle-Zélande qui produit 16 millions de tonne de lait exporte 95% de sa production.

Les produits alimentaires n'ont jamais autant voyagé depuis les grandes expéditions de Christophe Colomb. Si les épices ou autres denrées alimentaires ne demandaient pas de condition de stockage trop rigoureuse, c'est à la fin du 19ème siècle que la viande ou les produits laitiers ont commencé à transiter avec l'invention des cargos frigorifiques.

Bien que tous les territoires à l'échelle du globe ne se prêtent pas à la production de denrées alimentaires, les flux de marchandises ne sont pas un frein à la demande de consommation. Les zones de production dépendent d'avantage de conditions pédo-climatique.

Aujourd'hui, en ce qui concerne les produits laitiers, trois grands groupes de pays dominant le marché mondial.

Il s'agit de l'Australie-Nouvelles Zélande, des USA et de l'Europe.

L' Océanie exporte 80% de sa production laitière dont une très grande partie vers l'Asie et en moindre proportion vers les USA , le Maghreb et l'Europe.

La Nouvelle-Zélande a adapté ses outils industriels à la demande mondiale. Le lait est séché et donc facile à être exporté sur toute la planète.

L' Europe quant à elle a un gros marché inter zone et n'exporte que 7% sur le marché mondial.

Si la France est le 8ème fournisseur de produits agro-alimentaire de la Chine, elle n'en est pas moins le premier pays européen. Après la place d'honneur en fournisseur de vins et spiritueux, elle tient le second rang en terme de produits laitiers. En 2008, les exportations de produits laitiers représentaient 60 millions d'euro dont 31M€ pour le lactosérum et 16M€ pour la poudre de lait.

En ce qui concerne les USA ,le marché reste en zone interne. Seulement 3% quitte le territoire américain.



*Illustration: Unité de séchage du lait de Fonterra à Edendale
J'ai pu observer en Nouvelles-Zélande que l'outil industriel est conçu pour sécher le lait. Il n'y a que très peu d'unités de fabrication de produits frais, lesquelles sont destinées au marché national.*

2. Différents systèmes de production

2.1 Le modèle Néo-zélandais

Si les producteurs de lait néo-zélandais ne sont pas soumis aux mêmes règles de gestion de production que les producteurs européens, ils le doivent à des événements historiques et des choix politiques différents.

Historique

C'est en 1769 que le capitaine James Cook accosta en Nouvelle-Zélande après un premier repérage par Abel Tasman en 1642. Les Maoris, peuple d'origine de Polynésie commencèrent à faire commerce avec les Européens dès 1790. Petit à petit moutons, bovins, chevaux et volaille firent leur introduction sur l'île.

Vers 1840 les missionnaires apportèrent des principes de foi mais aussi l'alphabétisation et des techniques d'agriculture et de commerce. Le traité de Waitangi soumettait les Maoris au pouvoir de la couronne britannique. C'est ainsi que les Maoris perdirent possession de leur terre.

A la fin du siècle ils ne possédaient plus que 4 millions d'hectares sur les 26 millions constituant le territoire.

C'est en 1865 au prix de longs conflits que le gouvernement britannique transféra son siège à Wellington et commença son développement économique.

Après des années de prospérité grâce au commerce de la laine et de l'or la Nouvelle-Zélande sombra dans une crise économique au début des années 80.

En 1882 des bateaux frigorifiques transportèrent de la viande en Angleterre. Les marchés à l'exportation s'ouvrirent également pour les produits laitiers.

Le début du 20ème siècle fut un véritable cahot.

Les guerres mondiales monopolisèrent hommes et femmes et gelèrent tout commerce extérieur. Petit à petit le développement agricole s'accéléra. Le gouvernement distribua, après la guerre, des blocs de terre de 40 ha aux immigrants anglo-saxons et soutint fermement son agriculture.

Ce n'est que vers les années 1960 que les exportations reprirent.

Au début des années 1980, une seconde crise économique secoua le pays. Une véritable restructuration des exploitations s'en suivit ainsi qu'une politique libérale sur les denrées alimentaires.

Aujourd'hui la Nouvelle-Zélande présente une identité pluriculturelle et une image « Green and Clean ». Les modèles agricoles sont préparés et confrontés à la loi du marché mondial.

Le modèle de production de lait en Nouvelle-Zélande

En Nouvelle-Zélande le bassin laitier traditionnel se situe dans le Waikato sur l'île du Nord. 70 % de la production du pays est produit dans le Nord et donc 30% sur l'île du Sud . Si la moyenne d'un troupeau s'élève aujourd'hui à 366 vaches, l'augmentation de plus de 100 vaches s'est fait sur ses huit dernières années.

La superficie moyenne d'une ferme est de 131 ha. Le chargement est par conséquent légèrement inférieur à 3.

Sur l'île du Sud, les troupeaux sont plus grands, en moyenne 723 vaches dans le Canterbury, ce qui porte le chargement à 3,28 vaches par hectare. Le chargement conditionne la production de lait à l'hectare.



Illustration: L'accès au pâturage est organisé de façon faciliter les déplacements de troupeau.

La ration est basée à 90% sur l'herbe et plus précisément sur le pâturage. Il faut compter en moyenne 3,5 t d'herbe pâturée et 1 t d'herbe stockée sous forme d'enrubannage par animal. L'enrubannage est distribué en période de tarissement au champ.

Les vaches sont de race holstein ou jersiaise. De plus en plus d'éleveurs préfèrent tirer avantage de ces deux races en les croisant. Ils obtiennent ainsi des animaux plus adaptés aux conditions climatiques et produisant plus matière utile. On les appelle les kiwis.

La production de matière utile approche les 1000kg/ha dans le Nord et dépasse 1200kg/ha dans le Sud.

L'amélioration génétique de ces nouveaux troupeaux et la performance de conduite de ferme expliquent ces différences.

La production moyenne d'une vache est de l'ordre de 3800 à 4000l de lait. Les vêlages sont groupés en fin d'hiver, sur une période de 6 semaines, ce qui permet une production laitière basée sur la pousse de l'herbe.

L'élevage des génisses se fait en extérieur dès les premières semaines de vie y compris pour l'alimentation lactée.

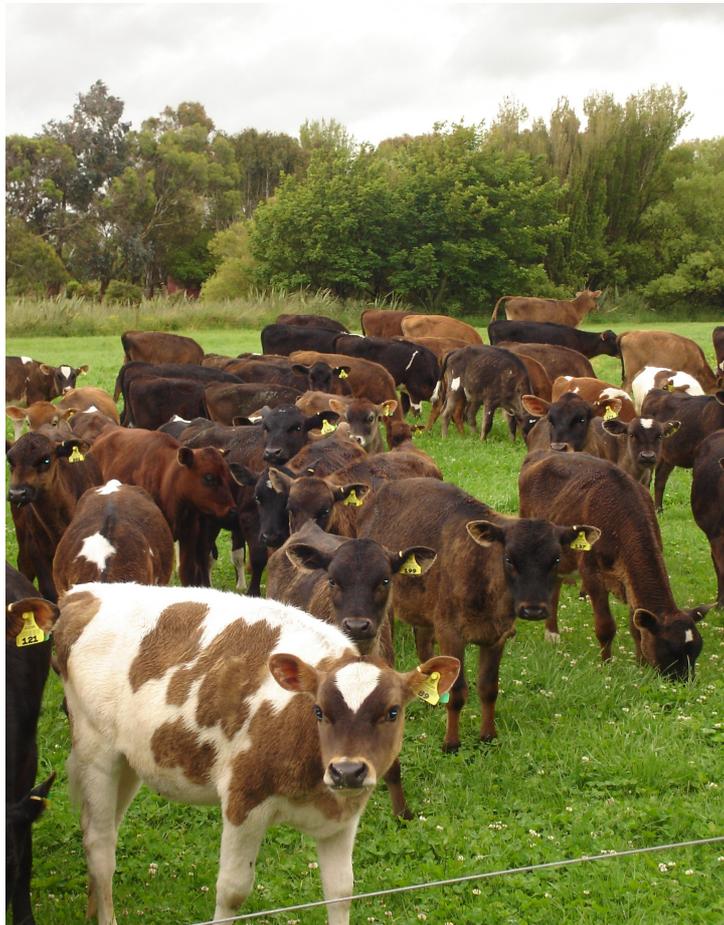


Illustration: Génisses de race kiwi en élevage au plein air

La pluviométrie atteint 1000mm d'eau/ an et l'ensoleillement jusqu'à 2000heures/an. Les conditions pédo-climatiques sont ainsi favorable à l'exploitation de l'herbe. Le pâturage, composé de RGA et parfois de trèfle blanc reçoit en moyenne 130 kg d'azote.

De nouvelles problématiques concernant les excès de nitrate dans l'eau font leur apparition. La Nouvelle-zélande qui mise son image sur le « Green and clean » doit désormais faire face à la pression sociale et environnementale.

La concentration des vêlages sur une courte période entraine une production de près de 60% du lait sur 4 mois.



Illustration: Capacité de stockage suffisante à la ferme pour absorber le pic de production . A gauche, un tank dédié à la collecte de colostrum hautement valorisée par la cosmétologie

L'outil industriel est par conséquent dimensionné pour absorber ce volume de production.

Les producteurs s'engagent financièrement dans leur coopérative sous forme de part sociale à hauteur de leur volume de production. Les investissements d'un agriculteur néo-zélandais se portent plus sur l'outil de transformation du lait que sur les conditions de production.

Il faut compter en moyenne l'investissement d'une année de chiffre d'affaire en part sociale.



Illustration: l'outil de collecte s'adapte facilement au pic de production grâce au camion citerne- remorque

L'augmentation de la production laitière en Nouvelle-Zélande s'est fortement développée sur l'île de Sud au détriment de la production ovine.

La rentabilité d'un élevage de mouton s'est dégradé d'une part par la chute des cours de la viande mais aussi par l'arrivée sur le marché du textile des matières synthétiques.

Pour pallier aux conditions plus rudes du climat les éleveurs ont recours à l'irrigation dans le Canterbury .

Plus au sud, les éleveurs sont amenés à réfléchir à des zones d'hivernage abritées pour leur troupeau . Ces investissements viennent alourdir la rentabilité du modèle néo-zélandais basé sur un minimum de charge.

Que ce soit pour des conditions d'environnement (qualité de l'eau) ou de bien être animal, la société civile commence à s'élever contre des pratiques inadaptées au Sud.

J'ai pu rencontrer un éleveur nouvellement installé dans le Canterbury, région sèche, qui a installé tout un réseau enterré d'irrigation afin de pomper l'eau dans la rivière et ainsi l'acheminer sur ses pâturages. Cet investissement est essentiel dans cette région.



Illustration: Afin de stimuler le pâturage, les vaches entrent dans une nouvelle parcelle après chaque traite

L'histoire de Bill et Pauline MacLeod est significatif de l'élan de l'agriculture ses dernières 40 années. Bill est farmer dans le Waikato, bassin laitier originel du pays. Il exploitait comme tous ses voisins agriculteurs un bloc de 40 ha distribué par le gouvernement et produisait du lait avec 100 vaches. Suite à la crise économique du pays dans les années 1980 deux choix se présentaient à lui; arrêter le lait, car plus de soutien financier à la production ne permettait pas de subvenir au besoin d'une famille ou reprendre un ou deux blocs et ainsi maintenir le revenu par une augmentation de la production. C'est au prix de sacrifices immenses qu'il développa son entreprise. Sa femme dû trouver un travail pour soutenir les besoins de la famille. Aujourd'hui Bill fait gérer son troupeau par un manager ce qui lui laisse le temps de diriger une entreprise de transport et de présider une coopérative de négoce en engrais. Ses convictions dans la production agricole en font un homme responsable et engagé qui au yeux de la société a réussi.

2.2 Le modèle Danois

Le territoire danois compte 2237000 ha de terres agricoles pour 37800 exploitations, dont plus de 10% d'entre elles exploitent plus de 100ha. La taille moyenne d'une ferme est de 47ha contre 18,5ha pour une ferme européenne.

Le Danemark se distingue en étant l'un des premier pays exportateur de denrées alimentaires au monde.

L'agriculture représente 3% de la richesse du PIB et emploie 6% de la main d'œuvre.

Les sols sont dans l'ensemble labourables et cultivés pour 55% en céréales, 28,4% en herbe, 2,4% en pois et colza, 8,7% destinés aux semences et enfin 4,7% pour les tubercules.

Ce pays reste très orienté vers l'élevage laitier et porcin.

Le quota s'élève à 4,65 million de tonnes de lait ce qui représente 3% de la production de lait de l'Europe.

Ce volume est produit par un peu moins de 6000 exploitations alors qu'en Bretagne une production équivalente est fournie par trois fois plus d'unités.

Le Danemark est en cours de restructuration profonde puisqu'à l'horizon 2015 les autorités danoises prévoient conserver 3000 fermes laitières.

Quota moyen par ferme

Danemark	753000 l
Royaume unis	638000 l
Hollande	494000 l
Allemagne	258000 l
France	232000 l

Evolution de la production

Contrairement à la France qui voit son cheptel bovin diminué par une démotivation des éleveurs, le Danemark, tout comme l'Allemagne, l'Italie ou les Pays bas, recense une augmentation de la production pour faire face à la forte baisse des prix.

L'augmentation de 5% depuis 2008 coïncide avec la baisse des prix.

Différentes enquêtes menées sur la motivation des éleveurs à investir dans la production laitière démontrent que le nord de l'Europe est confiant pour les années à venir

Caractéristiques de l'élevage laitier

Le modèle prédominant en production laitière est l'élevage en stabulation libre toute l'année. Seul les troupeaux produisant du lait biologique sortent au pâturage (10% de la collecte globale). Les rations complètes à base de maïs constituent l'essentiel des menus.

Les bâtiments sont souvent très équipés (logettes confortables sur matelas ou sable, racleurs, caillebotis, fosse à lisier, volets d'aération...)

L'élevage des jeunes se fait lui aussi en bâtiment.

Les troupeaux de grandes tailles (+200 v) sont conduits par lot. Il est fréquent de trouver un lot de primipares, un de début de lactation, un de vaches sous traitement antibiotique et un dernier pour les autres.

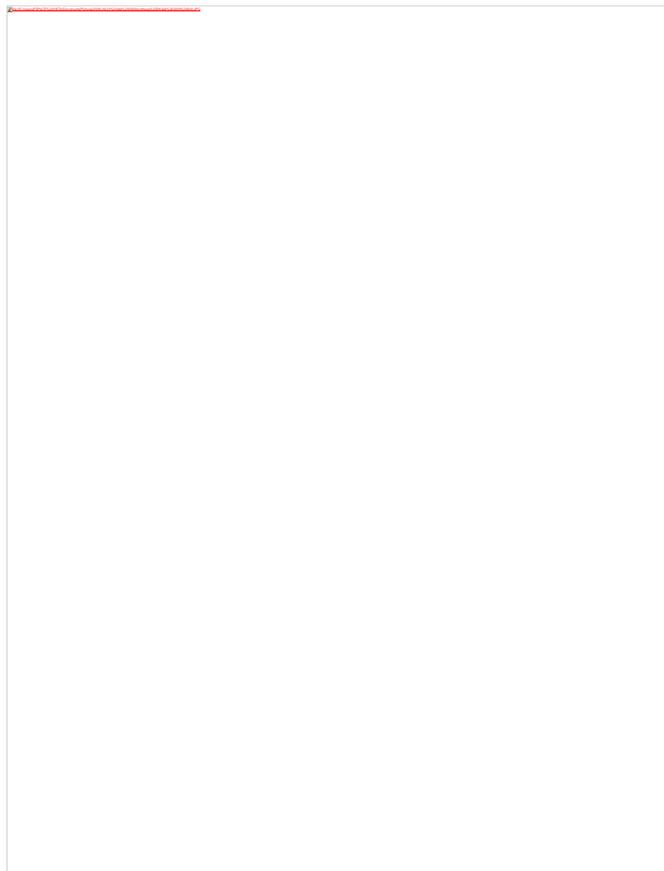


Illustration : Tank à lait extérieur

Les bâtiments sont dans la plupart des cas surdimensionnés en prévision de l'arrêt des quotas en 2015. Ces investissements pèsent lourds dans la rentabilité des fermes.

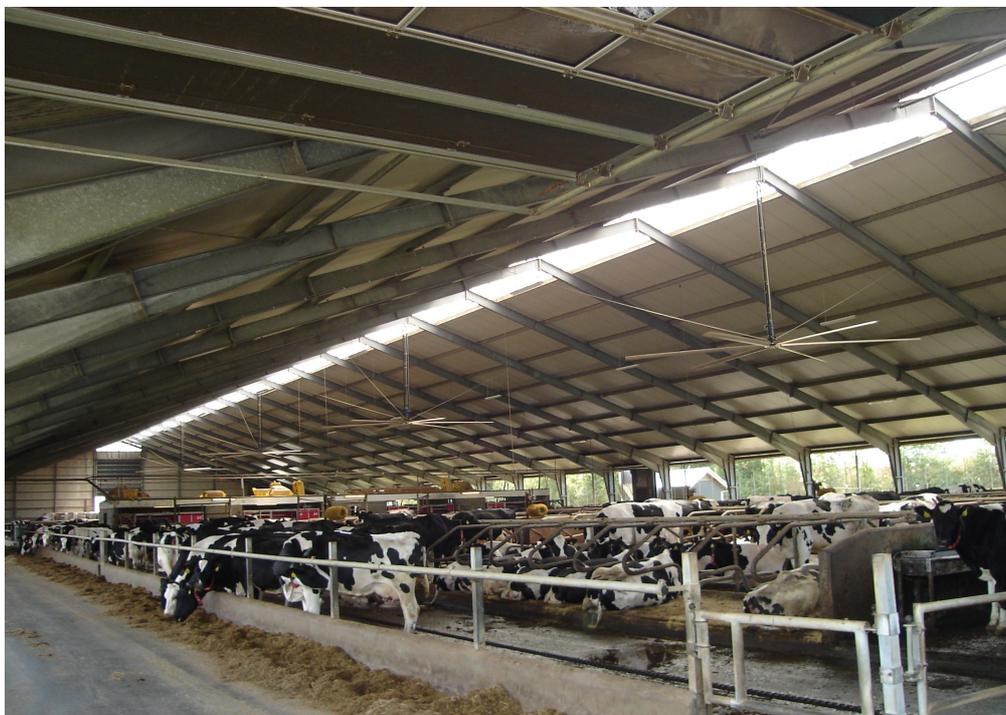


Photo: stabulation high tech au Danemark

Particularités liées au sol

La stratégie danoise a toujours incitée à investir plus pour conquérir des places de marchés à l'exportation.

Une augmentation de la production passe par un agrandissement de terre, auquel est lié un droit d'unités d'azote.

Il est possible de cultiver de la terre en location à condition de justifier d'un engagement de contrat d'épandage sur plusieurs années et de la nécessité des apports d'azote sur la culture. Pour une exploitation à plus de 70% herbe les apports d'azote sont autorisés jusqu'à 250 unités/Ha et 100u/Ha en phosphate, tandis que sur le maïs ils ne sont permis qu'à hauteur de 170 unités d'azote/Ha et 80 unités pour le phosphate.

Aujourd'hui le prix de la terre, en moyenne de 27000€ / Ha, est plus élevé que le retour sur investissement espéré sur une carrière professionnelle. Les prévisions

laissent penser à un fléchissement des prix de la terre agricole.

Il se trouve qu'en ce moment de crise financière, les modèles familiaux (donc de plus petite taille), dont l'essentiel du management est contrôlé par les exploitants, s'en sortent mieux. La rémunération de la main d'œuvre familiale s'adapte aux variations de résultats alors que la main d'œuvre salariée est une charge constante.

Ces dernières années un grand nombre d'agriculteurs ont investi à taux élevés dans l'achat de quotas (environ 5€ /l lait alors qu'aujourd'hui il vaut à peine 1€/l). Le prix du lait de 2009 ne permet pas d'amortir de tels coûts.

Le niveau élevé des charges fixes pèsent très lourd sur la compétitivité du modèle danois aujourd'hui. Cela risque de freiner leur développement dans la production laitière ces prochaines années.

D'autre part la production laitière est dépendante du coût des matières premières agricoles (soja et blé) ce qui fragilise ce système. Les tensions sur le soja sont de plus en plus pesantes. Le marché asiatique tire le cours des protéines à la hausse.



Illustration: Élevage laitier danois

On distingue trois types de ferme:

- celles qui réussissent à dégager un revenu en empruntant sur le long terme (25 ans) pour de nouveaux projets
- celles qui doivent trouver des liquidités pour renflouer leur trésorerie. En général les banques leur demande un plan d'action pour améliorer la rentabilité de la ferme.
- celles qui doivent décapitaliser afin d'éviter la faillite. Si l'amélioration des résultats n'est pas rapide, la vente reste la dernière option avec le risque de dépréciation si beaucoup d'agriculteurs se trouvent dans cette position.

Contrairement à l'Angleterre où il y a un regain de confiance dans la terre car la demande alimentaire laisse espérer une reprise de l'économie, les banques danoises sont beaucoup plus frileuse actuellement à prêter de l'argent aux agriculteurs. Les Danois ont investis les années précédentes dans de la terre à des tarifs trop élevés. Les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous et les obligent aujourd'hui à revendre leur propriété.

Les clefs de réussite au Danemark se trouve dans les capacités des agriculteurs à négocier des taux d'intérêts avantageux, d'avoir de bons potentiels de sols ainsi que d'excellents qualités et savoirs-faire d'éleveurs

2.3 Le modèle irlandais

Historique

Il faut remonter au 16ème siècle et se souvenir qu' Henri VIII d'Angleterre rompit avec l'église catholique. Les Irlandais, de souche, catholiques, se virent alors confisqués de leurs terres. Malgré la lutte menée contre l'Angleterre, les Irlandais ne regagnèrent jamais leur autonomie.

En 1845 et 1848 une grande famine sévit . Elle fut provoquée par une maladie sur les pommes de terre, le mildiou. Plus de 2 millions de personnes moururent de faim. D'autres furent amenés à quitter l'île et trouver une terre hospitalière de l'autre côté de l'Atlantique.

La politique du « Laissez faire » de Cromwell engendra une grande misère rurale. Les émigrés influèrent sur le gouvernement américain afin d'inciter les Britanniques à changer de politique. C'est au prix de nombreux affrontements que l'Irlande fut séparée en deux.

Le traité de Londres fut signé en 1921.

L'Irlande du sud entra alors dans une guerre civile et retrouva son indépendance en 1922 tandis que l'Irlande du Nord resta sous tutelle anglaise.

L'IRA lance une campagne d'attentats sanglants qui dura plus de vingt cinq ans. Le cessez-le-feu n'interviendra qu'en 1994.

C'est en 1973 que la république d'Irlande entre dans la CEE et perçoit des aides pour son développement économique. Elle modernise essentiellement son économie agricole. On parle alors du club des tigres celtiques.



Aujourd'hui encore, la mémoire collective garde cette histoire à l'esprit à travers des chansons mélancoliques jouées tous les soirs au pub.

Cette empreinte laisse un fort attachement à la terre pour les familles rurales.

Beaucoup d'Irlandais souhaitent acquérir quelques acres à des fins non agricoles, ceci tend le prix du foncier à la hausse.

Le passé façonne ainsi les modèles et les tailles des exploitations. Même si les fermes irlandaises tendent à l'agrandissement, bien souvent elles sont comparables aux tailles des exploitations laitières de l'ouest de la France.



Illustration: Salle de traite simple et efficace

L'exemple de Brian, un boursier Nuffiled irlandais, reflète parfaitement cette logique. Voici près de 10 ans qu'il a repris la suite de ses parents: une ferme de 40 vaches qu'il a su faire évoluer pour aujourd'hui posséder un troupeau avoisinant les 100 têtes. Lors de ses investissements en bâtiments Brian a préféré surdimensionner son outil de traite pour être prêt à produire le double de lait après 2015. Les techniques d'élevage ressemblent en tout point à celles de Nouvelle-Zélande. N'est-ce pas d'ailleurs un consultant néo-zélandais qui lui conçut sa salle de traite!

L'Irlande est le dixième pays exportateur mondial. Près de 80% des produits laitiers sont exportés.

Afin d'être compétitif, le modèle général de production est basé sur l'exploitation de l'herbe. Les vêlages sont groupés au printemps afin de bénéficier au maximum de la pousse de l'herbe.



Illustration: Les chantiers de récolte d'herbe sont souvent délégués à une entreprise extérieure afin de limiter les investissements en matériel sur les fermes

L'augmentation du prix du foncier (20000€/ha) pèse de plus en plus lourd sur les coûts de production.

Les voies de développement passent désormais par une maîtrise des charges, une meilleure valorisation du lait par des contrats avec les distributeurs et augmenter le volume de production.

Le sol est un facteur limitant, en Irlande, par son prix (et par conséquent son retour sur investissement long) ainsi que sa disponibilité .

2.4 Le modèle français

Historique

L'agriculture européenne et plus particulièrement française, a eu pour mission au lendemain de la seconde guerre mondiale de relever le défi de nourrir la population. Créée en 1957 par le traité de Rome et mise en place en 1962 la PAC a pour but d'accroître la productivité de l'agriculture et d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole. En plus de son rôle de stabiliser le marché, elle garantit la sécurité de l'approvisionnement ainsi qu'un prix raisonnable aux consommateurs. Aujourd'hui s'ajoute une notion de respect de l'environnement et de développement rural insufflée par la société civile.

A l'aube des années 1980, cette mission tellement bien réussie entraîne l'inondation des marchés de denrées alimentaires.

Afin de gérer la production laitière, en 1984 les quotas laitiers ont été mis en place. En 1992, la réforme de la PAC a instauré l'entrée des aides directes aux productions céréalières et bovines en vue de la baisse des prix. Cette réforme tente de rapprocher les prix européens du marché mondial. Ces aides ne sont plus liées à la production mais d'avantage conditionnées aux normes européennes en matière de respect de l'environnement et de sécurité alimentaire. Le secteur laitier quant à lui est resté à part de ce système.

1999 confirme les orientations de 1992 avec cette fois un impact sur la filière laitière puisqu'il y a une baisse de 15% sur les prix d'intervention de la poudre de lait et de 25% sur le beurre. Cette baisse est compensée à 60% par des aides directes.

La réforme de mi-parcours de 2003 a lancé le véritable point de départ du découplage.

Le volet « laitier » précise que les quotas n'existeront plus en 2015, la baisse des prix à l'intervention atteint 25% sur le beurre et 15% sur la poudre de lait.

Les volumes mis à l'intervention sont limités. En contrepartie les éleveurs reçoivent une aide directe laitière qui est en suite globalisée dans les DPU. A partir de 2006, les quotas sont relevés de 1,5% afin de préparer un arrêt des quotas en douceur et ouvrir la voie de la libéralisation..

Ces réformes ont pour but de suivre l'évolution du contexte économique sur la scène internationale. La baisse des droits de douane décidée en 1994 se traduit aujourd'hui par une connexion directe aux marchés internationaux qui fluctuent en fonction de l'offre et de la demande. La production de denrée agricole est rigide. Jusqu'à présent nul ne sait maîtriser le rythme des saisons et ses aléas.

Cependant personne ne peut faire abstraction des exigences de la communauté civile en terme de respect de l'environnement, de qualité des produits et de développement durable.

L'élargissement de l'Europe à 27 oblige une redistribution du budget qui se fait au détriment des dépenses agricoles.

La prochaine étape concernant la PAC sera une réforme d'envergure pour définir le budget de l'après 2013.

Bon nombre de pays européens souhaite diminuer l'impact de la PAC dans le budget de l'Europe.

Les aides basées sur l'historique ne correspondent plus à la réalité, le second pilier n'apporte pas l'effet escompté sur l'emploi rural et les mesures environnementales tardent à montrer des résultats positifs sur la qualité du territoire.

L'enjeu de demain consistera à maintenir une agriculture qui assurera la sécurité alimentaire tout en préservant l'environnement.

Ainsi, le service écologique rendu par l'agriculture pourrait générer de nouveaux revenus.

2.5 La divergence des modèles

La construction de l'Europe et par conséquent la politique agricole européenne a permis l'essor de l'autonomie alimentaire. Les mécanismes de soutien agricole ont contribué à assurer le revenu des exploitations.

La France a privilégié des tailles de fermes modestes afin qu'un maximum de familles rurales occupe le territoire. Cette politique a freiné le développement des exploitations françaises comparativement à ce qui s'est passé en Nouvelle-Zélande ou au Danemark. Cependant les normes environnementales ont entraîné un remodelage des unités de production. Les éleveurs ont ainsi modernisé leur outil de travail. Même si le coût des mises aux normes pèsent sur la compétitivité des fermes françaises, celles ci seront prêtes à optimiser leur capacité de production à la sortie des quotas prévu en 2015.

Au sein d'une même Europe d'autres modèles apparaissent bien différents.

Les pays du Nord de l'Europe ont développé une politique beaucoup plus libérale que la France.

Les troupeaux y sont beaucoup plus importants. La moyenne s'élève à 750000l de quota par ferme au Danemark. Quel hollandais ne rêve pas de dépasser le million de

litre de lait! D'ailleurs, le Danemark doit en grande partie son développement agricole aux migrations des agriculteurs hollandais qui restreints chez eux par une très forte pression environnementale ne peuvent grossir leur cheptel.



Dans cette ferme danoise 9 robots pour traire 700 vaches... à qui le tour!!!

Les enjeux du 21ème siècle ne sont plus les mêmes. Certains ont déjà payé le tribut de la mondialisation et semblent mieux armés face à la fluctuation des cours.

De toute évidence la mondialisation est à l'esprit de chacun. Tous ne mettent pas les mêmes priorités à développer la production agricole car ancrés différemment dans leur histoire.

3. Repères socio-professionnel du métier d'éleveur laitier

L'approche du métier de producteur de lait est différente si l'on se situe en Irlande ou en Nouvelle -Zélande. Fortement empreint de son histoire le producteur irlandais, comme le français est très attaché à la terre. Les successions bien souvent familiales portent le poids de l' Histoire.

3.1 Les valeurs collectives

Les choix politiques façonnent là encore les valeurs que l'on porte au métier. Les tailles des exploitations françaises laitières étant modestes, les éleveurs ont dû chercher des voies de maîtrise des coûts et de diversification.

Ainsi dans l'Ouest il n'est pas rare de voir des investissements en matériels du sol partagés par plusieurs agriculteurs. Les CUMA ont une forte présence en zone d'élevage. Les coopératives traduisent également des valeurs collectives. 90% des agriculteurs bretons adhèrent à une structure coopérative. D'autres formes associatives répondent aux besoins individuels des agriculteurs. Peu de pays peuvent se parer d'autant d'actions collectives que l'Ouest de la France.

Ainsi l'éleveur français se sent ancré dans un tissu social . La solidarité entre pairs conserve une dynamique du métier et de toutes les infrastructures qui gravitent autour.

A l'inverse le producteur danois est beaucoup plus isolé dans son métier. La taille importante du cheptel le monopolise sur la gestion de l'exploitation et du personnel. J'ai ressenti plus d'individualisme dans leur modèle de raisonnement.

Par exemple lors de problème de production, le réflexe est de trouver un équipement qui le solutionne. De même pour l'efficacité du travail, toutes les astuces d'automatisation sont recherchées.

3.2 La recherche d'excellence

D'autre part, la taille moyenne d'un élevage français atteint 40 vaches environ. On comprendra aisément que tous les leviers pour obtenir un lait de qualité soient maîtrisés. L'éleveur français traite bien souvent lui-même ses animaux et en exige l'expression du potentiel.

Dès lors que la taille du troupeau atteint quelques centaines de têtes, les soins portés aux animaux sont délégués à de la main d'œuvre bien souvent peu qualifiée. La gestion est supervisée et les attentes de performances techniques en deçà du potentiel.

J'ai pu observé au Danemark que les soins aux animaux étaient réalisés par des ukrainiens en stage pour une période de 18 mois. Un roulement de stagiaire est ainsi organisé afin que les aînés forment les plus jeunes aux tâches quotidiennes et leur transfèrent également les rudiments de la langue.

En Nouvelle-Zélande le schéma se reproduit mais cette fois avec des philippins. Le recours à cette forme d'embauche présente les avantages de coûts réduits de la main d'œuvre mais d'autre part engendre un turn over très rapide.

Le suivi des grands troupeaux exige des compétences techniques. La délégation du travail par une d'œuvre peu qualifiée peut compromettre les résultats .



Illustration: En Nouvelle-Zélande , un Phillipin au poste de traite d'un rototandem de 60 places traite 400 vaches/ heure

3.3 Les normes environnementales

Le socle de la politique agricole commune rapproche sur ce point les différents pays européens que j'ai pu visiter.

Les normes européennes établies en terme de respect de l'environnement sont appliquées avec des échéances calendaires variables.

L'Irlande par exemple est entrée dans le programme de la directive nitrate en 2007 alors que nous l'appliquons en Bretagne depuis le milieu des années 1990.

Au Danemark les apports d'azote organique sont autorisés jusqu'à 250 u si l'exploitation possède moins de 30% de terre arable. En France c'est la règle des 170 unités d'azote qui prédomine.

En tout état de cause il y a des disparités, au sein d'une même Europe, sur les périodes d'épandage de lisier et de la dose autorisée. Bien souvent cela est ajusté par rapport aux contraintes pédo-climatiques.

En Nouvelle-Zélande la question des nitrates et algues brunes dans les cours d'eau commencent à soulever l'indignation des citoyens. Des mesures environnementales se mettent timidement en place.

Néanmoins, la maîtrise de l'azote inquiète moins les producteurs européens que celle des phosphates actuellement en discussion à Bruxelles.

3.4 « business is business »

Les modèles agricoles néo-zélandais sont beaucoup plus libérés de la pression sociale et territoriale. Les agriculteurs néo-zélandais traduisent leur désir de conquête et de business à l'image de leurs investigations sur l'île 150 ans auparavant.

Les exploitations se sont d'abord développées dans les zones présentant les meilleures qualités climatiques. Le modèle type d'exploitation laitière ressemble à un troupeau de 300 vaches sur 100 ha. Mais on assiste à un remodelage de ces normes. Les structures du Sud viennent gonflées les statistiques.

A travers l'exemple des éleveurs de mouton qui n'ont pas hésité à convertir leur ferme en production laitière ses dix dernières années, les néo-zélandais ont un esprit d'investisseurs. Sans maîtriser les techniques d'élevage particulières d'une autre espèce, ils ont su s'encadrer de personnes compétentes pour assurer la production. Cette motivation se décline aujourd'hui dans des placements financiers agricoles collectifs.

Plusieurs farmers-investisseurs vont s'engager financièrement dans une ferme laitière sans jamais y mettre les pieds mais en suivant de très près les résultats dégagés. Ces mêmes farmers portent leur regard aujourd'hui vers l'Amérique de Sud pour reproduire ce type de gestion de ferme.

Le mythe de l'eldorado ne s'éteint jamais!!!

Le métier d'agriculteur ne résonne pas de la même façon en Irlande où l'agriculteur est fier de sa terre, en France où l'éleveur tient sa place dans la collectivité et le néo-zélandais en soif de conquête. Ainsi le marché mondial ne porte pas le même intérêt aux uns ou aux autres.

3.5 Le statut social

Une même profession n'est pas assumée de la même façon au regard de la pression sociale qui l'entoure.

En France si les éleveurs laitiers sont relativement « bien aimés » du reste de la population, c'est par ce qu'ils doivent rester humbles et porter l'image du labeur. A travers les valeurs portées à la rudesse du métier mais aussi les images d'Épinal qui entretiennent la nostalgie de la petite ferme, succès de « l'amour est dans le pré » a l'appui, le métier d'agriculteur d'aujourd'hui est en décalage entre ce qu'imagine le consommateur et la réalité de la profession.

L'éleveur doit répondre aux exigences de la société civile en terme de respect de l'environnement et de bien être animal.

Cependant on observe, par l'augmentation des tailles d'exploitation, un degré de spécialisation qui permet de mieux identifier le travail de l'agriculteur.

Le farmer de Nouvelle-Zélande est beaucoup plus affranchi de la pression sociale. D'une part l'agriculture est le pilier de l'économie nationale, d'autre part le système de progression sociale est intégré dans ce métier. Toute personne souhaitant devenir agriculteur peut entrer dans ce schéma.

Le premier niveau « worker » consiste à effectuer les tâches quotidiennes autour de l'élevage (traite, soin aux veaux, clôtures...)

Le second permet d'encadrer les workers. Le « manager » est lui aussi au contact du terrain et applique les consignes du « Share-milker »

Le share-milker possède en général le troupeau et le matériel d'élevage (tracteur, barre de coupe, remorque) .

Chaque année, le 31 mai marque la fin de la campagne laitière. C'est à ce moment qu'a lieu la négociation des contrats entre les propriétaires des fermes et le personnel.

Les contrats d'une durée moyenne de 3 ans portent sur le niveau d'implication dans l'entreprise du personnel recruté. Cela s'applique pour le responsable de l'exploitation laitière (manager) ainsi qu'au partenaire exploitant plus ou moins impliqué financièrement dans l'entreprise (share milker). Ces contrats sont communiqués à la laiterie qui partage la recette laitière selon une clé de répartition convenue dans le contrat par les deux parties. Le Gypsy day, le 1er juin, marque ainsi le changement de fermes pour de nombreux travailleurs, responsables et partenaires. L'objectif de chacun étant de trouver soit de meilleures opportunités, soit de changer de statuts, voire pour les plus motivés de devenir propriétaires d'une ferme. Le Gypsy day est donc le jour de la grande transhumance pour certains troupeaux qui changent de ferme et de pâturage.

L'objectif du « share milker » est de faire grossir son troupeau. Il doit donc régulièrement trouver une ferme plus grande. Quand il atteint 800 vaches, cela lui donne l'autofinancement de la moitié d'une ferme et peut prétendre emprunter le reste. Une fois « farmer » il devra trouver un « sharemilker » pour exploiter ses terres.

L'aboutissement d'un éleveur néo-zélandais est de vivre de ses rentes.

Si un éleveur français traite 40 vaches pendant 40 ans, un éleveur néo-zélandais en traitera 300 pendant 20 ans.

Au Danemark, l'approche du métier est encore différente. Un éleveur a pour objectif de produire 1 million de litres de lait. A moins il ne se sent pas valorisé. Ce volume entraîne une automatisation des tâches manuelles. Le travail peu valorisant est effectué par de la main d'œuvre étrangère. L'éleveur danois est dans une logique de production maximale et d'intensification des tâches. Les transformateurs (ARLA) incitent les producteurs à fournir toujours plus de lait.

Ainsi face à la demande mondiale en progression, l'augmentation de la production semble être la voie de la réussite.

Le producteur danois se fixe des objectifs de quantité qui parfois le conduisent à des niveaux d'investissements colossaux.

A travers ces quelques exemples on peut mesurer la diversité des comportements des producteurs face à la demande mondiale toujours plus pressante.

Si certains s'affranchissent des pressions locales on peut imaginer qu'un jour la société s'inquiétera de l'impact de l'agriculture sur l'environnement.

4. Indicateurs stratégiques de la production laitière

L'année 2009 ne restera pas un bon souvenir pour les producteurs de lait français. Comme l'atteste les statistiques, le revenu moyen de 2009 des agriculteurs de France, toutes productions confondues, a été le plus faible de ces 20 dernières années. Au cours de mes déplacements j'ai pu me rendre compte que ces difficultés n'étaient pas uniquement propre à la France mais bien un problème global. Un grand nombre d'experts l'analyse sous forme de crise économique, financière, sociale... En ce qui concerne la production laitière je détermine ci dessous les quelques éléments déterminants de la compétitivité des systèmes.

4.1 Le prix des matières premières

Comme indiqué précédemment, les systèmes dépendants des intrants (engrais, aliments...) se trouvent fragilisés en période de hausse des matières premières. C'est le cas pour le Danemark et l'ensemble des pays du Nord de l'Europe qui importent du soja ou des céréales. Même si le développement des agro-carburants, accusés dans un premier temps de perturber les marchés mondiaux, n'influe pas beaucoup sur le prix des céréales car il utilise du maïs ou de la canne à sucre pour produire des biocarburants, la tendance des cours du blé est haussière. La pression de la demande chinoise sur les protéines végétales risque de tendre les cours internationaux à la hausse dans les années à venir. Ne l'oublions pas, la population mondiale a faim!

4.2 Le prix du pétrole

La hausse du prix du pétrole impacte l'économie de notre société. Que son utilisation se fasse par le biais de la mécanisation ou de façon indirecte, toutes les agricultures intensives sont implicitement basées sur l'or noir.

Le système néo-zélandais n'en est pas moins soustrait puisque l'on observe une augmentation des coûts de production liée à l'utilisation massif d'engrais azoté; le prix du gaz étant jusqu'à présent corrélé à 80% à celui du pétrole. De même, l'augmentation du baril se répercute sur les coûts de fret et par conséquent vient durcir la compétitivité sur les marchés mondiaux. Ainsi peut-on envisager à l'avenir une augmentation du prix du cours mondial du lait?

4.3 Le prix de la terre

Une très grande disparité du prix de la terre intervient dans la compétitivité des fermes.

L'hectare de terre vaut entre 30000 € et 40000€ au Danemark, aux alentours de 17000€ en N-Z , 20000€ en Irlande et 5000€ en France.

Les systèmes français ont un levier stratégique d'avenir entre les mains.

La production laitière a encore une grande marge de progrès sur la rentabilité de la surface, dans la mesure du respect des normes environnementales.

En France, la production laitière est de 5600 l/ha SFP alors qu'elle atteint plus de 10000 l/ha SFP en N-Z.

On observe une concentration de la production dans les bassins dynamiques tel que l'Ouest de la France.

Dans un souci de lien entre le monde animal et végétal, que se soit pour la fourniture de fourrage ou de retour de l'azote organique au sol, le développement de la production laitière ne pourrait-il pas se porter vers d'autres zones géographiques ?

4.4 La productivité « verte »

Un mode de production basé sur l'utilisation massive d'intrants, comme ce fut le cas pendant les dernières décennies, est clairement à proscrire dans le cadre de la prise en compte de critères environnementaux. Pour autant, le défi que doivent relever les agriculteurs du XXI ème siècle est de produire suffisamment de matières premières

pour d'une part nourrir une population mondiale en constante augmentation et d'autre part couvrir une partie des besoins énergétiques. En d'autres termes: produire plus avec moins d'intrants. L'agriculture écologiquement intensive est peut être une piste de réflexion intéressante.

Par ailleurs, la recherche d'autonomie fourragère des exploitations laitières est un facteur clé de la rentabilité des systèmes.

La productivité reste un levier efficace à rechercher.

Les méthodes de production devront évoluer vers une prise en compte globale de l'entreprise. Ceci induit d'avantage de relation entre le sol et l'animal.

Les techniques agricoles préalablement mises en œuvre lors de la révolution verte tendaient à intensifier ces deux mondes sans vraiment en rechercher la corrélation. Aujourd'hui les progrès génétiques montrent leur limite. Les rendements de blé stagnent, les vaches laitières ne fécondent plus.... Nous passons dans l'ère de la révolution doublement verte.

Les agriculteurs ont tout à gagner à essayer de trouver les meilleures interactions entre les espèces et reproduire les équilibres d'un écosystème. Ainsi les cultures multi espèces ne pourraient-elles pas être une piste de réflexion?

De même, afin d'atténuer l'emprise des cours du soja sur la rentabilité des systèmes laitiers, les éleveurs n'ont-ils pas intérêt à favoriser une production locale de protéine végétale? La culture de luzerne a maintes fois démontré son intérêt nutritionnel sur la santé animale mais aussi dans l'assolement en allongeant les rotations.

De plus, au niveau environnemental, cette culture a une aménité sur la biodiversité.

4.5 Le coût de production

Chaque système excelle dans un critère de compétitivité.

Les Danois sont très efficaces sur le litrage de lait par UTA, les Néo-zélandais très compétitif sur les coûts de production, les Irlandais misent sur la simplification du travail et les Français savent produire selon des critères de qualité spécifiques qui valorisent les produits finis.

Que l'on se trouve en France, en Nouvelle-Zélande ou encore Irlande, le prix du lait ne veut rien dire s'il n'est pas mis en relation avec le coût de production.

Pour un coût de production de 300€/1000 l en moyenne en France ou moins de 200€/1000 l en Nouvelle -Zélande, il est nécessaire de connaître et maîtriser ses charges.

Le coût de production est un calcul qui semble bien refléter la rentabilité d'un atelier. Pour rappel, il comprend l'ensemble des charges courantes auxquelles on ajoute les amortissements des éléments utiles à l'atelier lait ainsi que la part de la main d'œuvre consacrée à cet atelier.

Cette analyse est incontournable face aux nouveaux enjeux. Elle permet d'isoler l'atelier lait du reste de l'exploitation, de comparer les charges aux produits de l'atelier concerné.

Enfin c'est un moyen de visualiser plus rapidement les atouts et contraintes des exploitations. Dans un contexte où la volatilité des prix est forte, cet indicateur permettra de saisir ou non les éventuelles opportunités proposées à l'avenir dans le cadre de la contractualisation de la filière laitière.

Les éleveurs ont ainsi toutes les clefs en main pour élaborer une stratégie d'avenir.

4.6 Le travail

La problématique de la main d'œuvre ressort dans les différents modèles observés. Rechercher coûte que coûte des moyens d'obtenir de la main d'œuvre sous payée est-il signe de progrès social?

En comparant l'agriculture à d'autres secteurs d'activité industrielle, ne peut-on pas imaginer mécaniser et robotiser davantage les tâches manuelles et répétitives et ainsi considérer l'humain dans un métier plus valorisant. Il me paraît utopique de prôner un modèle à taille humaine sans un optimum d'automatisation. Les lois sociales françaises ont évolué vers une diminution hebdomadaire du temps de travail, le monde agricole doit-il rester à l'époque féodale sur ce point ?

Cette problématique me semble importante à considérer pour la pérennité du métier d'éleveur laitier. Comment intéresser les nouvelles générations d'agriculteurs si ceux-ci doivent travailler sans compter leurs heures ?

4.7 L'évolution du climat

Les spécialistes du climat annoncent un réchauffement inéluctable de la planète. Ceci induit pour les systèmes basés sur les conditions pédo-climatiques une plus grande vulnérabilité.

En effet le système néo-zélandais qui maîtrise les coûts de production par la gestion du pâturage se retrouve fragilisé dès que survient une sécheresse majeure.

Pour le modèle français on peut espérer un allongement de la période de pâturage grâce à une précocité printanière et un allongement de l'automne. La sélection variétale devra alors évoluer vers une dormance estivale des graminées si les températures d'été sont plus élevées.

Les systèmes du nord de l'Europe bénéficieraient eux aussi de l'élévation des températures propice au rendement du maïs.

Cependant, ces tendances sont orientées à long terme et de surcroît difficilement maîtrisable.

Voici quelques éléments qui peuvent être pris en compte dans une démarche prospective de la production laitière. Reste ensuite à donner des valeurs plus ou moins fortes à ces indicateurs et, ainsi corrélés aux opportunités ou menaces d'un système, les éleveurs ont quelques clés en main pour orienter leur stratégie de production.

Conclusion

A travers les différentes expériences que j'ai pu vivre lors de cette bourse, il m'apparaît que chaque système a des avantages et des inconvénients bien distincts. La première chose à prendre en compte est de connaître le marché pour lequel le producteur travaille.

Les pays que j'ai choisi de visiter ont une grande part d'exportation des produits laitiers et se retrouvent par conséquent soumis à la rude loi du marché mondial. Les stratégies de compétitivité sont différentes selon les points de vue sociologique, politique, environnemental, territorial.

Les questions d'ordre technique de production sont généralement adaptées aux ressources pédo-climatiques de chaque territoire.

Le Danemark intensifie la production sur l'animal car le développement de la filière laitière est limitée par les normes environnementales.

La Nouvelle-Zélande maximise la production de lait par hectare au moindre coût car le produit fini est exporté à travers le monde et par conséquent doit être compétitif.

L'Irlande adapte les techniques de maximisation du pâturage aux normes européennes.

Il apparaît cependant que la problématique du travail se réitère dans tous les modèles. Afin de gagner en productivité, les troupeaux s'agrandissent.

Deux possibilités s'offrent alors: l'automatisation des tâches ou recherche de main d'œuvre à bas prix.

Une automatisation maximale n'a pas de rentabilité suffisamment rapide pour permettre aux éleveurs d'alléger les coûts fixes en cas de crise. Les éleveurs travaillent alors pour rembourser la banque.

Dés lors que les troupeaux atteignent une taille de près de 1000 têtes, peut-on baser un développement d'entreprise sur l'exploitation de main d'œuvre non qualifiée?

Enfin, faut-il privilégier des modèles familiaux, où les heures ne sont pas comptabilisées au risque de voir la rémunération horaire s'effondrer? Quelle importance donne-t-on à la rémunération de la main d'œuvre dans le coût de production?

La deuxième problématique qui me semble conditionner la production agricole demain concerne les seuils de pollution.

Pourra-t-on produire de manière équitable sur le plan environnemental pour un

marché mondial?

Enfin, le troisième point à considérer pour la pérennité de l'élevage laitier se réfère à la productivité des systèmes d'exploitation, c'est à dire, maintenir un niveau de production laitière suffisant corrélé à l'optimisation des rendements du sol. Ceci tout en diminuant les intrants et en recherchant l'autonomie du système.

Afin de garder une stabilité politique mondiale, les valeurs des marchandises devront dépasser leurs seuils économiques et intégrer d'avantage l'impact sociologique et environnemental.

L'incertitude du changement climatique repositionne les politiques de souveraineté alimentaire ; c'est à dire privilégier les productions locales mais aussi contrôler le marché international.

Les nouvelles règles de l'Europe sauront-elles maintenir une agriculture performante et durable répondant aux attentes de la société ?

